

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

TURQUIE : TIRS DE LACRYMOGÈNES DE LA POLICE LORS D'UN RASSEMBLEMENT PRO-PALESTINIEN

La police turque a tiré samedi des gaz lacrymogènes pour disperser un rassemblement pro-palestinien près d'une base militaire abritant des troupes et des armes américaines. La manifestation, devant la base aérienne d'Incirlik (sud-est), était organisée par l'ONG turque Humanitaire Relief Foundation (IHH).

UKRAINE : ZELENSKY N'EST «PAS PRÊT» À DES DISCUSSIONS AVEC LA RUSSIE

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré dimanche 5 novembre qu'il n'était « pas prêt » à des discussions avec la Russie, à moins que Moscou ne retire ses troupes d'Ukraine. « (Les États-Unis) savent que je ne suis pas prêt à parler avec les terroristes, car leur parole ne vaut rien », a affirmé Volodymyr Zelensky sur NBC, en ajoutant qu'« ils doivent quitter notre territoire, et ensuite seulement le monde pourra mettre en route la diplomatie ».

SÉNÉGAL : LE PRÉSIDENT MACKY SALL NOMME UNE NOUVELLE ÉQUIPE DE LA CÉNA

Au Sénégal, la Commission électorale nationale autonome (Céna) a été remaniée, au soir du vendredi 4 novembre. Son président, Doucou Ndir, ainsi que les membres de cette structure ont tous été limogés et remplacés par décret présidentiel.

Rassemblées par JMN

Niger : libération du directeur de la BCEAO après cinq jours de détention

JMN (source RFI)
Libreville/Gabon

Après cinq jours de détention passés dans les locaux des Services de la sécurité extérieure, le directeur local de la BCEAO au Niger, Laouali Abdou Rafa a regagné son domicile. Il a été libéré, samedi 4 novembre, en fin de journée. Laouali Abdou avait déjà été interpellé une première fois, le 2 août, au lendemain du coup d'État du 26 juillet. Sitôt après l'annonce de sa libération, le domicile de Laouali Abdou Rafa, dans le quartier des ambassades, s'est empli de monde. Parents, amis et collègues de travail sont venus saluer le directeur local de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

À ce jour, les raisons de son interpellation n'ont toujours pas été officiellement communiquées. Vendredi dernier, la direction générale de la BCEAO dont le siège est à Dakar, s'en était émue. Cette nouvelle interpellation intervient dans une période de grandes tensions de trésorerie au Niger. Le pays manque de liquidités et les banques n'arrivent plus à donner du liquide aux clients qui ont pourtant de l'argent sur leur compte.

Devant certaines banques, on peut voir de longues files d'attentes qui s'étendent parfois sur des dizaines de mètres. Et pour cause, depuis le 1^{er} août, la BCEAO a fermé toutes ses agences, jusqu'à nouvel ordre, une décision qui fait suite aux sanctions économiques et financières, adoptées par la Cédéao et l'Uemoa.

Pour plusieurs observateurs et selon des sources au sein de la BCEAO, la junte, à travers cette interpellation d'Abdou Rafa, cherche à mettre la pression sur l'institution sous-régionale pour qu'elle desserre l'étau sur le pays.



Photo:DR

Arrêté par la junte, le directeur national de la BCEAO a été libéré après cinq jours.

Côte d'Ivoire : Guillaume Soro est «en sécurité» après une crainte d'«enlèvement»

JMN (source RFI)
Libreville/Gabon

Vendredi 3 novembre, le mouvement Générations et Peuples Solidaires (GPS), redoutaient que des policiers ivoiriens ne procèdent en Turquie à « l'enlèvement et l'extradition » de leur leader.

Le GPS a publié deux communiqués en moins de 24h. Le premier pour condamner la préparation d'une « opération illégale et arbitraire » qui aurait eu comme objectif l'arrestation, vendredi 3 novembre, de l'ancien Premier Ministre ivoirien à l'aéroport d'Istanbul à « 11h35 » précisément, indique le document.

Un second communiqué publié le samedi matin fait savoir que Guillaume Soro est « hors de danger », « en sécurité », qu'il se « porte bien » après ce qui est qualifié une nouvelle fois de « tentative d'enlèvement et d'extradition », sans plus de détail. Véritable incident



Photo:DR

Selon son mouvement GPS, Guillaume Soro aurait été victime d'une tentative d'enlèvement.

significatif ou exercice de communication ? Les autorités ivoiriennes ne se sont pas prononcées sur la question à ce stade. L'ancien président de l'Assemblée Nationale est en exil depuis la fin de l'année 2019. Il avait fait part de son intention de se présenter pour la présidentielle de 2020, mais sa candidature a été rejeté en raison d'une condamnation à 20 ans de

prison pour recel de détournement de deniers publics. En juin 2021, il était condamné par contumace à la prison à perpétuité dans une autre affaire. Condamnations qu'il juge « politiques » et infondées. En mai 2023, l'ancien allié d'Alassane Ouattara pendant les années de crises politiques en Côte d'Ivoire, avait laissé entendre qu'il pourrait être candidat à l'élection de 2025.